

Direction Départementale des Territoires  
Monsieur Soldano Bertrand  
Service Eau et Environnement  
15 rue Henry Bordeaux  
74998 ANNECY CEDEX 9

## **AVIS TECHNIQUE**

Nos Réf : DD/HP/210482

Objet : Avis de la Fédération de Haute-Savoie pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique relatif à la proposition de modification des seuils de déclenchement de l'arrêté sécheresse sur le Chéran

Dossier suivi par : Philippe HUCHET

La Fédération de Haute-Savoie pour la pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDPPMA74) est une association agréée pour la protection de l'environnement au titre de l'article L 142-1 du code de l'environnement. Elle a pour objet la protection des milieux aquatiques, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole départemental. Elle est chargée de donner un avis aux autorités compétentes sur tout aménagement ou mesure susceptible de porter atteinte à la qualité des milieux aquatiques, à leurs peuplements piscicoles et astacicoles et à la pratique de la pêche, ainsi que sur la création de piscicultures et de proposer des mesures compensatoires si nécessaires.

Sans surprise, les chroniques de débits les plus récentes acquises sur le Chéran (période 2013/2020) témoignent d'une diminution sensible des débits d'étiage et d'un accroissement de leur durée sous les effets conjoints de la pression anthropique sur la ressource en eau et du réchauffement climatique. Par un effet purement statistique, il apparaît donc logique que leur intégration à la chronique de données permettant le calcul des seuils de déclenchement de l'arrêté sécheresse conduise à un abaissement de ces seuils lors des périodes de basses eaux.

De son côté, l'arrêté sécheresse présente, il nous semble, une double vocation originelle:

- celle de la protection des milieux, en visant à garantir aux cours d'eau un débit minimal en période de sécheresse afin d'amoindrir les effets sur les biocénoses,
- et celle de la protection de la ressource, en limitant graduellement certains usages non essentiels, afin de garantir un approvisionnement en eau à la population pour les usages indispensables et un partage équitable de la ressource disponible.

Par voie indirecte il permet également, par son déclenchement et la communication qu'il suscite, une prise de conscience collective de la fragilité de la ressource en période critique et de la nécessité de la protéger.

A notre sens, l'abaissement purement mécanique et statistique des seuils de déclenchement de l'arrêt de sécheresse en période de basses eaux, tel qu'il est envisagé sur le Chéran (et probablement sur les autres cours d'eau du département par la suite), dévoie fortement la vocation de cet arrêté et conduira essentiellement à en amoindrir un peu plus les effets et la portée. Il inscrit de fait les territoires concernés dans une acceptation de la raréfaction de la ressource en l'entérinant, et rendra un peu plus caduque l'efficacité du seul levier à nos dispositions et portées locales vis à vis de la raréfaction de la ressource.

Pourtant, factuellement, les effets tangibles du manque d'eau en période de sécheresse, tant sur les milieux que sur la capacité d'approvisionnement de la population, s'affranchissent totalement de tout effet statistique : en d'autres termes, l'atteinte d'un certain niveau de dégradation est inféodée à une valeur de débit réelle et fixe, et non à un quantième d'un débit statistique et par nature fluctuant.

Par conséquent, tant il nous semble évident que ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait retomber la fièvre, il semble clair à nos yeux que ce choix d'un abaissement statistique des seuils de déclenchement s'affranchissant totalement des réalités de terrain conduira à amplifier la dégradation de la ressource en eau sur les territoires. Par voie de conséquence, la Fédération de Haute-Savoie pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ne peut, compte tenu de sa mission statutaire de protection des milieux aquatiques, qu'être défavorable à cette proposition.

Le Président,



Daniel DIZAR